



Déclarations et Discours

N° 81/17

UNE AMÉLIORATION DANS LES RELATIONS NORD-SUD S'IMPOSE

Discours du premier ministre, M. Pierre Elliott Trudeau, prononcé le 15 juin 1981 à la Chambre des communes, à Ottawa.

Nous savons tous que les événements mondiaux sont devenus imprévisibles. Nous vivons également que le monde est devenu instable et plus dangereux. L'humanité vit dans un état de crise plus ou moins permanent. La violence et le désordre sont devenus choses courantes. L'injustice ne suscite plus l'indignation.

Cette instabilité planétaire tient à de nombreux facteurs. La communauté mondiale compte beaucoup plus de pays qu'auparavant, qui s'emploient tous vigoureusement à faire valoir leurs besoins et leurs ambitions. Le nombre et la gravité des problèmes économiques et des conflits internationaux n'ont cessé de croître. Bien que leurs pouvoirs n'aient jamais été aussi grands, les superpuissances sont souvent dépassées par les événements. Nous avons vu le droit international et les systèmes économiques multiplier les échecs, laissant aux gens l'impression que les événements échappent à tout contrôle. Le monde vit dans l'attente d'une crise.

L'idée de crise évoque généralement un choc brusque, une surprise, une explosion de violence, une invasion. Il est évident que le monde doit prévenir de tels incidents dans la mesure du possible, et les maîtriser lorsqu'ils se produisent.

Il faut toutefois comprendre que ces crises résultent d'un excès de tension accumulée. Elles sont la manifestation violente de problèmes profondément enracinés. Pour éviter que de telles ruptures ne se produisent, il convient de s'attaquer aux facteurs qui en sont la cause. Le seul moyen efficace de remédier à une situation de crise, c'est de s'attaquer à la racine du mal.

Malheureusement, les querelles incessantes peuvent tellement monopoliser l'attention et l'énergie des gouvernements que ceux-ci négligent de s'attaquer aux problèmes moins flagrants qui menacent constamment l'ordre mondial et qui seront certainement une source de conflits pour l'avenir. Dans le but d'éviter les conflits, il faut s'attaquer aux causes fondamentales des problèmes que nous déplorons et essayer de remédier réellement à la situation. C'est un défi de taille car il s'agit d'un problème extrêmement complexe qui n'est cependant pas insoluble. À force de volonté, nous pourrions arriver à le résoudre.

Ce n'est probablement pas une sensation de menace physique imminente due à la colère et à la frustration des peuples défavorisés qui incitera les pays démocratiques industrialisés à trouver la force de volonté nécessaire et à faire front commun.

Le réfugié mourant qui est couché sur le sable brûlant du Sahel peut à peine trouver la force de sortir de sa misère, à plus forte raison de nous attaquer. Si ses enfants survivent, ils se souviendront de nous avec rancœur, vous pouvez en être certains. Cette

menace n'est toutefois pas assez imminente pour nous pousser à agir tout de suite.

Si les grandes puissances se décident à s'attaquer réellement aux problèmes qui accablent un monde chaotique, et à se serrer les coudes davantage, ce sera pour deux raisons : premièrement, parce qu'elles décideront de donner une portée concrète aux valeurs humaines que les Occidentaux prétendent avoir en commun ; deuxièmement, parce qu'elles comprendront mieux le besoin impérieux d'agir dans leur intérêt personnel, même si cette réaction est fondée sur des sentiments moins nobles.

La liberté

Quelles sont nos valeurs communes ? La principale, c'est sans conteste la liberté, la liberté des citoyens et des pays, la liberté politique qui distingue l'Occident de l'Orient, la liberté du système de marché sur lequel sont fondés nos régimes économiques. La liberté dont je parle n'est pas une notion abstraite coupée de nos réalités quotidiennes ni celle que l'on réserve aux discours patriotiques prononcés le jour de la fête nationale ; c'est le fondement même et l'âme du type de société que nous avons édifiée en Occident.

À l'échelle du pays, on se rend compte depuis longtemps qu'il ne peut y avoir de liberté réelle si elle n'est pas généralisée. Si l'on empiète sur les droits fondamentaux de mon voisin, mes propres droits, ma sécurité et ma liberté sont inévitablement compromis. Il n'est pas difficile d'admettre cette vérité et son incidence dans son propre pays.

Nous éprouvons plus de difficulté à trouver une réponse moderne à une question vieille comme le monde : qui faut-il considérer comme son voisin ? Est-ce la femme qui est à la recherche de nourriture dans un bidonville d'Asie ? Est-ce l'homme qui est en prison à cause de ses activités syndicales en Amérique du Sud ? Faut-il considérer comme ses voisins les Africains qui meurent faute de soins médicaux ou parce qu'ils boivent de l'eau polluée ? Et les habitants de certains villages de l'Inde qui meurent parce qu'ils n'ont pas d'emploi, pas d'instruction et aucun espoir ? Et les enfants qui se sauvent en entendant les coups de feu dans les rues de Beyrouth ?

Si nous, les peuples du Nord, répondons oui, nous devons agir de concert pour entretenir la flamme de l'espoir. Si nous répondons non, ils sont perdus, et nous aussi.

L'urgence de ces problèmes est l'une des principales raisons pour lesquelles le gouvernement actuel, tout comme le Nouveau parti démocratique, était impatient de trouver un moment pour tenir ce débat important sur la politique étrangère du Canada.

Au début de mon discours, j'ai dit que nous vivions dans un monde instable où il n'est plus possible de prédire l'avenir avec plus ou moins de certitude. L'instabilité politique et économique est sans doute plus visible au Tiers-Monde, mais il faut se rappeler que tous les grands problèmes mondiaux sont liés entre eux. Les relations Est-Ouest et Nord-Sud, l'énergie, la prolifération des armes nucléaires, l'alliance Atlantique, le droit de la mer, l'environnement, les réfugiés, les flambées sporadiques de violence et la guerre forment un ensemble complexe de problèmes reliés par des liens de cause à effet.

La maîtrise du changement

Il continuera d'y avoir des heurts et des affrontements entre les cultures et la technologie, entre les riches et les pauvres, entre les générations et même entre voisins pendant que la communauté mondiale tentera de composer plus efficacement avec le seul facteur prévisible sur notre planète : une évolution rapide et constante. Voilà le thème de mon propos aujourd'hui : la maîtrise du changement, la gestion des crises que le changement peut provoquer.

Le monde connaît une période troublée. Sur le plan économique, les années 80 et 90 contrasteront fortement avec les années 50 et 60 alors qu'on ne mettait pas plus en doute la croissance rapide que le prochain lever du jour. Après avoir été psychologiquement conditionnés à attendre une expansion constante, les pays doivent maintenant apprendre à se débrouiller en période de compression économique.

Le Sommet d'Ottawa

Voilà un autre exemple de situation instable que nous devons apprendre à maîtriser. Cela sera sûrement l'une des préoccupations majeures à la réunion au sommet qui se tiendra au Canada le mois prochain. Dans cette perspective, le Sommet d'Ottawa pourrait être plus important que tous les précédents.

Les sommets n'ont pas de répercussions immédiates sur la conjoncture internationale principalement parce qu'ils ne sont pas conçus pour déboucher sur l'élaboration d'une politique. Leur grande valeur réside dans le fait qu'ils permettent aux dirigeants des principales démocraties industrialisées de partager leurs analyses des problèmes, de renforcer leur notion d'un objectif commun et de déterminer sur quels points ils peuvent effectuer des rapprochements ou progresser ensemble.

À l'origine, les sommets se limitaient aux questions économiques. Ces dernières années, on s'est également penché sur les grandes questions de politique internationale. Cette tendance se poursuivra sans aucun doute au Sommet d'Ottawa, ne serait-ce qu'à cause des préoccupations des dirigeants eux-mêmes. Notre réunion revêt une importance accrue vu que la plupart des participants se rencontreront pour la première fois.

La presse internationale insistera sans doute beaucoup sur les différences idéologiques des dirigeants, selon qu'ils se situent à droite, à gauche ou au centre. Il est vrai que l'électorat des divers pays a transmis des consignes contradictoires à leurs gouvernements respectifs. Mais je ne pense pas qu'au Sommet, nous soyons indûment préoccupés par nos différences ; je crois plutôt que nous tenterons d'élaborer un plan d'action commun, que ce soit sur les questions Nord-Sud, sur la façon d'aborder les relations Est-Ouest ou sur le commerce international. Nous tenterons de recenser les vastes domaines où nos pays peuvent progresser ensemble vers des buts partagés sans tenir compte des différences qui les séparent en matière de politique nationale.

Tous les chefs d'État qui prendront part au sommet économique savent pertinemment que le monde entier aura les yeux tournés vers eux. Le Tiers-Monde sera sceptique, certes, mais d'après moi, nous faisons preuve d'un leadership de plus en plus grand et nous saurons nous adapter aux priorités de notre époque. Par conséquent, pour déterminer si le Sommet aura été fructueux ou non, il ne suffira pas que nous y ayons pris certaines décisions. Plutôt, le critère déterminant de ce succès sera de savoir si, pour tous les participants, les solutions proposées aux grandes questions du jour auront été

le fruit d'une concertation et auront été adaptées aux objectifs et aux valeurs que nous partageons tous.

Le Sommet sera non seulement le plus complexe, mais nous l'avons aussi voulu d'un caractère différent. Nous avons évité de lui donner une structure précise, de façon à laisser aux chefs d'État tout loisir d'aborder les questions générales des crises qui éprouvent leur pays et les perspectives qui s'ouvrent à eux, et enfin de découvrir le meilleur moyen de régler les premières et d'exploiter les autres.

Nous avons convenu au Sommet de Venise, l'année dernière, qu'il nous fallait reprendre les sujets fondamentaux intéressant la scène internationale, dans le but de consolider notre objectif commun. Nous avons donc cherché cette année à ne point nous fixer d'ordre du jour précis. C'est aussi pour la même raison que nos réunions à Montebello auront lieu dans un huis clos relatif.

Instabilité économique

Les problèmes les plus fondamentaux auxquels nous nous heurtons sur le plan international sont liés à l'instabilité de notre environnement économique et politique. Et la gestion des diverses économies du monde industrialisé n'est pas le moindre de ces problèmes.

À l'heure actuelle, le monde industrialisé occidental doit faire face à de faibles taux de croissance, à de hauts niveaux de chômage et à une inflation qui ne démord pas. À ces facteurs s'ajoutent des perturbations sur les marchés de change alors que les devises européennes ont connu, ces dernières semaines, des dévaluations sans précédent par rapport au dollar américain.

Cette dévaluation des devises européennes, jointe à la hausse générale des taux d'intérêt, affecte de façon adverse la croissance économique de plusieurs pays qui participent au Sommet. On craint désormais que la relance économique prévue ne soit retardée au moins jusqu'au début de 1982.

Certains participants au Sommet, dont le Canada, s'inquiètent des retombées internationales négatives de la politique interne américaine et de ses conséquences, par exemple, sur les taux d'intérêt. Le rôle du Sommet est de faire en sorte que les diverses politiques nationales visant des objectifs communs ne soient pas incompatibles et contre-productives. L'action entreprise par un pays doit être menée en tenant compte de son incidence sur les autres nations. Cela suppose qu'il y ait d'abord connaissance de la situation économique et politique des partenaires et décision de coordonner ensuite les efforts pour minimiser les conflits et les retombées négatives.

Les relations Est-Ouest

L'état des relations Est-Ouest est une autre source de grande instabilité. On ne saurait nier certains faits fondamentaux. L'Union soviétique a envahi l'Afghanistan, menaçant implicitement tous les pays de l'Asie occidentale et faisant la sourde oreille à l'invitation expresse des pays du Tiers-Monde de se retirer de ces territoires. En outre, il est indéniable que l'Union soviétique a accru à la fois sa présence militaire dans les océans du monde et augmenté radicalement son armement dirigé contre l'Occident.

Ces défis représentent donc une forme de crise plus classique qu'il nous faut affronter.

Les pays de l'Ouest se doivent d'adopter une position commune, de sorte qu'en cas de menace directe, la réaction soit rapide et concertée, à la défense de nos propres intérêts et de ceux des pays qui sollicitent notre appui moral et stratégique.

En ce qui me concerne, je crois que le bon sens l'emportera chez les chefs d'État soviétiques. D'après moi, ils ne se sentiront pas si menacés par les événements qu'ils ressentiront le besoin de recourir à la force des armes pour répondre au défi posé par ce changement. Nous sommes tous témoins de la crise en Pologne. L'Union soviétique devrait savoir que le recours aux armes ne saurait être que néfaste, tant pour elle que pour le reste du monde.

Cela dit, nous devons malheureusement agir en sachant que nous vivons dans un monde dangereux. Notre sécurité et celle de l'Alliance occidentale doivent se fonder sur la réalité et être crédibles à nos propres yeux et à ceux des autres. L'expérience des cinq dernières années a démontré la fragilité de la " détente " comme fondement des relations entre l'Est et l'Ouest. Mais je crois que les événements des prochains mois et des prochaines années détermineront ce que sera la prochaine phase des relations Est-Ouest. Je pense que tous les pays en cause reconnaissent que la stabilisation de ces relations est vitale pour tous, et en particulier pour les pays du Sud, qui devraient être tenus à l'écart des tensions entre l'Est et l'Ouest. Mais l'U.R.S.S. est une superpuissance qui exige le droit d'être entendue au même titre que sa rivale sur les problèmes qui affectent n'importe quelle région du monde. Elle l'exige pour des raisons d'intérêt national mais aussi, cela est évident, pour des raisons d'ordre idéologique. Il y a donc potentiellement un élément de rivalité entre superpuissances dans chaque région troublée du monde en voie de développement.

Une des faiblesses de la détente est, paradoxalement, d'avoir été conçue dans un contexte européen relativement équilibré et stable. Quelle que soit la force avec laquelle une telle notion s'est imposée en Europe, on n'en avait jamais éprouvé la valeur en dehors du continent européen. Or, la pratique a démontré qu'il est encore plus difficile d'appliquer cette idée hors de l'Europe. Chose plus grave, les tensions engendrées par l'échec de la détente dans le Tiers-Monde ont eu des répercussions sur la scène principale où se joue la partie entre l'Est et l'Ouest, c'est-à-dire l'Europe. Nous avons pris conscience du fait que les relations Est-Ouest ne peuvent obéir à certaines règles dans une région du globe et à d'autres règles tout à fait différentes ailleurs dans le monde.

N'y a-t-il donc aucun moyen de nous en sortir ? Quelques éléments de ce qui pourrait constituer un cadre souhaitable pour les relations Est-Ouest nous viennent à l'esprit. Le rôle des superpuissances ne peut être nié, mais il ne doit pas être exclusif. Bien que la détente, pour survivre, doive être acceptée comme indivisible, force nous sera d'admettre qu'elle a été interprétée de façons différentes par les pays de l'Alliance occidentale et par ceux de l'Alliance orientale, de même que par les pays en voie de développement et les pays non-alignés, ce qui fut une source intarissable de malentendus. La voie à suivre consiste à refuser d'étendre au monde en voie de développement la rivalité militaire entre l'Est et l'Ouest. Agir autrement ne peut qu'exacerber les tensions dans un jeu où personne ne gagne, ni le Nord ni le Sud.

Compatibilité
fondamentale
d'intérêts

Il est dans l'intérêt du Tiers-Monde que les pays en voie de développement soient tenus à l'écart de la compétition entre l'Est et l'Ouest. Voilà ce que Tito et Nehru recherchaient vraiment dans le non-alignement, et le monde ne peut qu'espérer que le mouvement des pays non-alignés revienne aux principes qui l'ont inspiré. Les pays de l'Ouest doivent réexaminer les conditions de leurs relations avec l'U.R.S.S. afin de promouvoir la stabilité dans le monde. Une Alliance forte sur le plan militaire est essentielle à la réalisation de cet objectif.

Nous devons aussi reconnaître qu'une condition *sine qua non* de la stabilité serait qu'une entente fondamentale existe entre les superpuissances. À cet égard, les superpuissances elles-mêmes doivent s'efforcer de réactualiser les meilleurs arrangements qui ont été pris entre les États-Unis et l'U.R.S.S. au début des années 1970, à l'époque où le " téléphone rouge " fut installé, et où le monde pouvait compter sur une compatibilité fondamentale d'intérêts entre les deux pays.

Nous serons probablement témoins d'un plus grand nombre de crises qui risqueront, si l'on met les choses au pire, de provoquer un affrontement entre les superpuissances. Il semble de plus qu'une proportion importante de ces crises prendra naissance dans le monde en voie de développement ; autrement dit, là où l'Ouest n'a prévu aucun ensemble d'arrangements pour protéger ses intérêts, comme ceux qui lient l'Amérique du Nord au Japon et à l'Europe de l'Ouest. Il est donc bon de se demander de quels moyens nous disposons pour répondre aux crises en général et à celles surgissant dans le Tiers-Monde en particulier, dans la mesure où les intérêts de l'Ouest y sont en jeu.

En ce qui a trait à l'Europe, théâtre principal de l'affrontement entre l'Est et l'Ouest, nous pouvons répondre aujourd'hui à cette question avec plus de confiance qu'il y a un an. Non pas que la situation en Europe soit complètement calme, mais au moins le processus de consultation politique au sein de l'O.T.A.N. (Organisation du traité de l'Atlantique Nord) s'est nettement amélioré pour faire face aux défis que l'avenir nous réserve. La collaboration des alliés à la mise au point d'une stratégie concertée dans la conduite des relations Est-Ouest en Europe est plus efficace. La politique qui consiste à renforcer les moyens de défense de l'O.T.A.N., tout en proposant de nouveau à l'Union soviétique de négocier les accords sur le contrôle des armements, reçoit l'appui de l'Alliance tout entière, et cela a été confirmé à la récente réunion des ministres de l'O.T.A.N. Ainsi l'O.T.A.N. continue d'être un instrument indispensable au maintien de la cohésion et de la force qui garantissent la stabilité et l'équilibre en Europe, ce qui est de toute évidence dans l'intérêt de l'Ouest. Et l'Union soviétique, malgré ses critiques ouvertes au sujet de l'Alliance, admettrait sans doute elle aussi que stabilité et équilibre sont ses objectifs prioritaires en Europe.

Il est plus difficile de se montrer confiants dans le cas des arrangements pris pour faire face aux crises à l'extérieur de l'Europe. Ni l'Est ni l'Ouest ne sont ici sur leur propre terrain. Les règles du jeu n'ont pas été établies. Bien que quelques limites fermes aient été tracées, notamment dans la région du Golfe, la situation reste ambiguë, et cette ambiguïté peut être dangereuse. Les dirigeants des pays occidentaux doivent continuer de s'interroger sur la meilleure façon de protéger les intérêts de l'Ouest dans ces régions, tout en respectant la souveraineté des pays en cause. L'Est et l'Ouest doivent s'efforcer de redéfinir un code de conduite dans les relations internationales, qui leur

soit mutuellement acceptable. Mais il faudra avant cela qu'une solution soit apportée à la crise en Afghanistan, dont l'invasion a été une violation de tout ce que l'Occident aussi bien que le Tiers-Monde considèrent comme admissible.

La limitation des armements

Le Sommet d'Ottawa devrait offrir aux dirigeants occidentaux l'occasion de mieux harmoniser leurs vues globales sur ce sujet. Il s'agit indéniablement d'une préoccupation qui doit figurer en tête de l'ordre du jour de toute réunion portant sur les affaires internationales. La perspective d'une nouvelle course aux armements alors que des milliards de personnes meurent de faim est un véritable scandale. Si nous décidions de consacrer à des fins pacifiques les sommes que nous dépensons en deux semaines à des fins militaires, nous pourrions fournir de l'eau potable et des soins élémentaires de santé à toute la population du globe. Mais les gens ressentent le besoin de se protéger encore davantage ; et l'accroissement de nos dépenses militaires pour contrer l'augmentation des sommes que l'U.R.S.S. consacre aux armements semble inévitable pour le moment. Il appartient à l'Ouest de trouver une réponse à ce grave problème en consultation, si possible, avec l'Union soviétique.

De plus, les négociations sur la limitation des armements stratégiques (S.A.L.T.) devront reprendre dès que les deux parties auront acquis une confiance mutuelle suffisante pour y participer de façon efficace, et le plus tôt sera le mieux. Mettre fin à la course aux armements nucléaires présente de formidables difficultés. Mais le gouvernement du Canada continue de croire que, aussi décourageantes que soient ces difficultés et aussi infimes que paraissent les chances immédiates de progrès, il faut inciter les superpuissances à réfléchir avec tout le sérieux qui s'impose aux conséquences qu'aurait une reprise de l'escalade nucléaire. Le Gouvernement continue de croire fermement qu'il faut arrêter et renverser la course aux armements nucléaires, et chercher un nouvel équilibre à des niveaux d'armement de moins en moins élevés. La stratégie d'étouffement que j'ai proposée à la première Session extraordinaire de l'O.N.U. sur le désarmement, en 1978, reste valable à cette fin. Rien de ce qui s'est passé dans l'intervalle n'affaiblit la force de ma conviction sur ce point.

La politique canadienne de sécurité nucléaire, révisée en 1974 et en 1976, fixe des normes élevées. Nous l'appliquons toutefois avec pragmatisme, dans le respect de la souveraineté et des susceptibilités de nos partenaires dans le domaine nucléaire. Nous continuerons à perfectionner cette politique afin de mettre en place un régime international efficace de non-prolifération et afin de garantir, dans la mesure du possible, que les exportations nucléaires du Canada ne contribuent pas à la prolifération nucléaire.

Les tensions Nord-Sud

J'ai parlé en termes généraux de l'état de l'économie mondiale et de la détérioration des relations entre l'Est et l'Ouest, qui ont tous deux une incidence sur notre vie. Ce qui est moins clair, c'est l'incidence que pourraient avoir sur le Canada et d'autres pays industrialisés des tensions entre le Nord et le Sud. Nous ne comprenons pas non plus très bien dans quelle mesure il est nécessaire de donner la priorité à la résolution de cette crise en puissance.

Il faut d'abord comprendre ce qu'on entend par Nord et Sud. On est en droit de se demander s'il y a un Nord et un Sud en tant que tels. Le Tiers-Monde est aussi diver-

sifié que le monde entier lui-même. Il faut tout de suite souligner que le Sud n'est pas un groupe de pays homogène. Il comprend des pays dont le revenu par habitant est parmi les plus élevés au monde et d'autres pays dont le revenu par habitant est le plus bas. Certains pays du Sud ont un des taux de croissance les plus rapides alors que d'autres accusent une croissance négative. Il compte des pays qui ont un des surplus financiers les plus élevés du monde et d'autres qui ont les plus grands déficits, des pays aux ressources naturelles abondantes et d'autres qui n'en ont aucune ; et enfin des pays à l'économie moderne et d'avant-garde à côté de pays où la société vit d'une économie fondée sur une agriculture tribale et rudimentaire.

Pourtant, le Sud n'est pas un mythe. C'est un groupe de pays, pour la plupart d'anciennes colonies, reliés par une commune conception de leur statut par rapport au reste du monde. À leur avis, leur solidarité peut faire contrepoids à la puissance du Nord industriel. Leur vision d'un nouvel ordre économique international procède de l'avis commun que les vieilles règles n'ont donné ni des possibilités égales ni un partage équitable des fruits du labeur.

Ils ont raison. La justice est de leur côté. Mais même si nous n'étions pas touchés par le sens de la justice, le simple bon sens et l'intérêt personnel nous dit que, si nous voulons des marchés croissants pour nos produits, une économie mondiale ordonnée et la paix dans le monde, nous devons appuyer la réforme. Nous devons contribuer à multiplier les chances de développement du Sud, et choisir les meilleures techniques bilatérales et multilatérales pour le faire. Ces efforts doivent comprendre un processus de négociations mondiales.

Même s'il est sombre, le tableau ne présente pas que des aspects négatifs. Depuis la Seconde Guerre mondiale, le niveau de vie s'est sensiblement amélioré dans bien des pays du Tiers-Monde. De nouveaux centres de pouvoir économique sont en train d'émerger. Les pays nouvellement industrialisés doivent trouver des marchés et les moyens de pouvoir assurer leur développement.

Certains pays du Sud deviennent de plus en plus puissants avec le temps. Aidons-les à croître. Mais il y en a d'autres, les plus pauvres des pauvres qui se débattent simplement pour survivre. Leur situation restera critique aussi longtemps que nous puissions le prévoir. Huit cent millions de gens mènent une existence précaire. Ils vivent dans un dénuement total, dans le désespoir et dans un état de crise permanente. Le règlement de cette crise mettra à l'épreuve la crédibilité et l'humanité des gouvernements du Nord et du Sud.

Le meilleur instrument grâce auquel nous puissions aider ces pays est encore celui de l'aide. Nous devons les aider à se doter des moyens de nourrir leur population et de satisfaire d'autres besoins fondamentaux en matière de santé et de logement. C'est faire preuve d'un cynisme révoltant que de prétendre que la coopération internationale ne saurait suffire à permettre à ces gens d'atteindre un seuil minimal de dignité humaine.

Ce que les gouvernements doivent absolument reconnaître, c'est que les efforts actuels d'aide internationale sont inadéquats. Loin de se combler, l'écart entre les riches et les

pauvres continue de se creuser, malgré tous les efforts déployés.

L'aide canadienne peut s'accroître et sera accrue ; mon gouvernement s'y est engagé. Je ferai cependant remarquer que nous avons fait beaucoup de progrès depuis les années 60. Nos efforts ont donné d'excellents résultats, et nous avons noué de solides amitiés dans le monde. Au Canada et dans tout le monde industrialisé, il faut susciter un plus grand intérêt parmi les gens — non seulement au moyen de tables rondes où les participants sont bien informés et déjà engagés, mais à l'échelle locale et dans les écoles — de sorte que le public, par son appui croissant, encourage les gouvernements à accroître leurs efforts et à se surpasser.

Je crois fermement que le monde a la possibilité et le devoir de produire des denrées alimentaires en quantité suffisante pour nourrir tous ses habitants et leur fournir de l'eau propre, un logement convenable, des soins médicaux et leur faire vraiment espérer une vie meilleure. Tel est le message de la Commission Brandt, que réitérent éloquentement les recommandations du rapport de notre groupe d'étude parlementaire sur les relations Nord-Sud... C'est un message que le Gouvernement peut aisément appuyer et prendre à son compte.

Même si nos espoirs de voir le Nord, qui est malheureusement enclin à la récession, accroître son assistance, se heurtent à de sombres perspectives politiques, je crois que la raison finira par l'emporter et qu'on pourra quand même vraiment s'attaquer à la pauvreté.

Les efforts que déploie le Canada en matière de coopération internationale sont axés sur la nécessité de venir en aide aux pays les plus pauvres, mais le besoin primordial des pays possédant un potentiel croissant d'exportation réside, comme le dit le slogan, dans les échanges, non l'assistance. Ce sont ces mêmes pays qui soutiennent que les structures économiques mondiales ne peuvent faire autrement que fonctionner à leur perpétuel désavantage. Il faut, pour réparer les torts dont ils sont victimes, procéder à un partage du pouvoir, non pas le pouvoir au sens classique des armées et des empires, mais au sens d'accès aux moyens de développement. Pour obtenir leur part de ce pouvoir, ils doivent pouvoir être représentés dans les institutions internationales qui, lorsqu'elles prennent leurs décisions, devraient davantage tenir compte des besoins particuliers des pays en voie de développement, notamment l'accès aux marchés financiers internationaux, une stabilité accrue du prix des matières premières, l'accès aux techniques de pointe, et l'accès aux marchés pour leurs produits manufacturés.

D'autres besoins bien précis et urgents nécessiteront toute l'attention des gouvernements. L'énergie et l'agriculture constituent des priorités, à cause de la grande incidence des prix de l'énergie sur les pays importateurs de pétrole et sur les pays en voie de développement et à cause du risque que la production alimentaire n'augmente pas au même rythme que la croissance démographique.

Je ne crois pas que l'on trouve tout à coup des solutions au cours des importantes rencontres internationales qui auront lieu dans les prochains mois, mais je m'attends à ce qu'on y fasse une meilleure évaluation politique des priorités. Quelles que soient les solutions que nous trouvons aux problèmes de développement, je ne crois pas que

nous arrivions à assainir complètement le climat de crise qui existe dans le monde, mais je pense que les principales causes économiques de l'instabilité du Tiers-Monde peuvent être jugulées si tous les gouvernements du monde s'entendent pour y arriver.

J'ai parlé du rôle et des objectifs du Canada dans les affaires internationales. J'ai surtout parlé du besoin pressant d'amélioration des relations Nord-Sud. J'ai insisté sur le fait que la solution de tous ces problèmes réside dans la volonté de la communauté internationale de régler les crises plus efficacement. La réunion au sommet qui aura lieu à Ottawa en juillet revêtira une importance particulière car elle déterminera dans quelle mesure nous sommes capables de régler collectivement les problèmes que j'ai énoncés.

Nous devons renforcer nos relations avec certains pays

Ce sont ces problèmes que je voulais aborder lors des consultations que j'ai entreprises depuis quelques mois avec les dirigeants de certains des principaux pays en voie de développement. J'estime qu'il est important que les dirigeants qui se réuniront au sommet tiennent compte de l'opinion de pays importants comme le Brésil, le Mexique, l'Arabie saoudite, l'Algérie, le Nigeria et d'autres encore que j'ai visités. Je suis très conscient du rôle et de l'intérêt du Canada à l'égard de ces questions. Le Canada ne peut, à lui seul, trouver de solutions viables. Mais nous pouvons y contribuer. En outre, il nous faut renforcer nos relations avec une multitude de pays dont les intérêts correspondent aux nôtres en matière de développement économique. Cela inclut les pays que j'ai visités.

La conjoncture internationale intéresse vivement les Canadiens, notamment — et ce n'est pas la moindre des raisons — parce qu'une conjoncture internationale saine est vitale pour la croissance économique du Canada. Il nous faut renforcer nos liens économiques non seulement avec les pays en voie de développement mais également avec nos partenaires du Sommet. Essentiellement, ce sont ces associations économiques qui stimuleront le rythme du développement tant ici qu'à l'étranger.

Je n'ai pas abordé tous les aspects de notre politique étrangère. Mon collègue, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. MacGuigan), ainsi que d'autres députés de ce côté-ci de la Chambre parleront d'autres facteurs qui préoccupent vivement les Canadiens. J'ai tenté d'attirer l'attention de la Chambre sur les secteurs de crises et les secteurs de promesses où se jouent nos intérêts, en tant qu'êtres humains et en tant que Canadiens. J'ai fait cet exposé, animé de la conviction que le Canada saura relever le défi de notre époque et, ce faisant, qu'il contribuera à la justice, à la stabilité et à la paix dans ce monde qui est, malgré tout, merveilleux.

S/C